

Taxes sur les sodas : Coca-Cola en passe de l'emporter sur Orangina

Coca-Cola, le numéro un mondial des boissons sans alcools, pourrait sortir en partie victorieux de la bataille de la taxe française sur les sodas, à l'inverse de son concurrent Orangina. Le gouvernement devrait en effet s'opposer cette semaine à l'adoption par les parlementaires du texte étendant la taxe sur les boissons sucrées au « light ». Valérie Pécresse, ministre du Budget, n'a pas caché son hostilité à la proposition adoptée par les députés en commission la semaine dernière. Le texte « *soulève des fragilités juridiques* », selon Bercy. « *Le projet du gouvernement, c'est une taxe de santé publique sur les sodas avec*

sucré », a-t-elle insisté. Xavier Bertrand a enfoncé le clou au cours du week-end.

Résultat, grâce au « light », les boissons de Coca-Cola devraient échapper pour 60 % des volumes vendus en France à la fameuse taxe. La perspective fait grincer des dents à plus d'un groupe de boissons, à commencer par son concurrent Orangina Schweppes, filiale du japonais Suntory. Ce dernier ne produisant pas de boissons sans édulcorants, mais plutôt des jus de fruits, voit la quasi-totalité de sa production menacée de taxation. D'autres acteurs de cette industrie florissante craignent que le gouvernement ne reporte son intérêt sur des productions

épargnées à ce stade, comme les eaux sucrées. Rarement un texte aura connu autant de changements et de contradictions en aussi peu de temps. Initialement justifié par la défense de la santé publique et la lutte contre l'obésité, l'article de loi a même changé de cadre, passant du projet de loi de financement de la Sécurité sociale au projet de loi de finances. En réponse d'ailleurs aux protestations de l'industrie agroalimentaire.

MARIE-JOSÉE COUGARD

 Lire également le point de vue
page 17